



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GERS

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°32-2020-053

PUBLIÉ LE 20 MAI 2020

Sommaire

PREF-DSRHM

32-2020-05-20-014 - Arrêté portant autorisation dérogatoire d'ouverture du plan d'eau sur la commune de Marciac (4 pages)

Page 3

PREF-DSRHM

32-2020-05-20-014

Arrêté portant autorisation dérogatoire d'ouverture du plan
d'eau sur la commune de Marciac

ARRÊTÉ
portant autorisation dérogatoire d'ouverture du plan d'eau sur la commune de Marciac

La préfète du Gers
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique notamment son article L.3131-15 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales notamment le 3° de l'article L2215-1 et l'article L2213-23 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Vu la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 9 décembre 2017 portant nomination de Madame Catherine Séguin, Préfète du Gers ;

Vu le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020, notamment ses articles 1er, 2, 7 et 9 ;

Vu la demande du maire de la commune de Marciac en date du 14 mai 2020, valant avis, sollicitant l'autorisation d'ouverture à titre dérogatoire du plan d'eau de Marciac pour la pratique de la pêche et la navigation des embarcations mues à l'énergie humaine (canoë, aviron et paddle) et des embarcations mues à l'énergie vélique (planche à voile),

Vu l'arrêté n° 32-2017-05-12-037 portant règlement particulier de police de la navigation de plaisance et des activités sportives diverses sur le plan d'eau de Marciac dans le département du Gers ;

Vu l'avis de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du 20 mai 2020 ;

Considérant la propagation de l'épidémie du covid-19 sur l'ensemble du territoire national ayant justifié la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, depuis le 23 mars 2020 et sa prorogation par la loi du 11 mai 2020 jusqu'au 10 juillet 2020, du fait de sa prévalence dans la population, de sa contagiosité et de la gravité de ses effets ;

Considérant que si les mesures de confinement, imposées par le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 jusqu'au 11 mai 2020, ont été allégées par l'effet du décret 11 mai 2020 susvisé, l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux lacs demeure interdit sur l'ensemble du territoire, en application des dispositions de l'article 9 de ce décret ;

Considérant que, toutefois, en application des dispositions de ce même article, le préfet de département peut, sur proposition du maire, autoriser l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux lacs ainsi que la pratique des activités nautiques et de plaisance si sont mis en place les modalités et les contrôles de nature à garantir le respect des dispositions des articles 1^{er} et 7 du décret ;

Considérant que le département du Gers fait l'objet, eu égard à sa situation sanitaire, d'un classement en zone verte en application de l'article 2 du décret du 11 mai 2020 susvisé ;

Considérant les engagements pris par le maire de Marciac en vue de garantir le respect des mesures barrières et de distanciation sociale imposées par la loi n° 2020-546 et le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 :

- Respect des mesures sanitaires (gestes barrières et distanciation physique) par la présence des bénévoles de l'association de pêche « L'Anguille Marciacaise » - AAPPMA – et la proximité géographique des services de gendarmerie.

Considérant les engagements de Monsieur le Maire de Marciac de prendre toutes mesures pour garantir la mise en œuvre des gestes barrières dans le cadre des activités de navigation des embarcations telles que canoës, aviron, paddle et planche à voile, la commune de Marciac ;

Considérant que, dans ces circonstances et durant la période d'état d'urgence sanitaire, l'accès au plan d'eau situé sur la commune de Marciac peut être autorisé à titre dérogatoire dans les conditions proposées par le maire à l'exclusion des activités nautiques ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Territoires,

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'accès au plan d'eau de Marciac ainsi que les activités de canoë, aviron, paddle et planche à voile sont autorisés, à titre dérogatoire, sous réserve de la mise en place des mesures précisées à l'article 2, à l'exclusion de la pratique des activités nautiques et de plaisance.

Article 2 - Les personnes souhaitant accéder à l'espace mentionné à l'article 1er pour la pratique de la pêche doivent veiller au strict respect des gestes des mesures d'hygiène et de distanciation sociale définies à l'article 1^{er} du décret du 11 mai 2020 susvisé ainsi qu'au respect des règles définies par les autorités compétentes.

Ces règles et les conditions précises d'application fixées par le Maire devront être affichées de manière claire aux différents points d'accès à ces espaces.

Dans tous les cas, en application des dispositions de l'article 7 du décret du 11 mai 2020 susvisé, l'accès des personnes au plan d'eau ne saurait conduire à la création d'un rassemblement regroupant plus de 10 personnes.

Article 3 – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en

cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 4 – La présente dérogation pourra être retirée à tout moment si le protocole présenté par le maire à l'appui de sa demande de dérogation d'accès n'est pas respecté, ainsi qu'en fonction de l'évolution de la situation sanitaire ou du manque de respect par la population des mesures sanitaires.

Article 5 - La secrétaire générale de la préfecture, le directeur de cabinet de la préfète, la sous-préfète d'arrondissement, les chefs des services déconcentrés de l'État, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départemental et le maire de la commune de Marciac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers, notifié au Maire de la commune et affiché pendant toute la durée de la dérogation à la mairie. Enfin une copie du présent arrêté sera communiquée à Madame la Procureure de la République d'Auch.

Auch, le 20 MAI 2020

Pour La préfète,
Par Délégation, la Secrétaire Générale



Edwige DARRACQ

Voies et délais de recours : Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

– un **recours gracieux**, adressé à la Préfète du Gers

3, place du préfet Claude Erignac

32000 AUCH

– un **recours hiérarchique**, adressé au ministre de l'intérieur

– un **recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif de Pau (Cours Lyautey – 64000 PAU)

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique)

